

November 1, 2022

The Canadian Federation of Students - Ontario (CFS-O) condemns the outrageous decision of the provincial government to legislate education workers back to work, violating their right to organize. This is an attack, not just on the freedoms and rights of labour but all enshrined Charter rights and freedoms. The Canadian Federation of Students - Ontario extends solidarity to CUPE - Ontario School Boards Council of Unions (OSBCU) and their 55,000 members.

The Federation strongly condemns the undemocratic tactics of the Ford government's "Keeping Students In Class Act," violating workers' Charter rights to bargain for a free-and-fair deal. The Ford government's continued use of the "notwithstanding clause" to attack Ontarians' constitutional rights is an unprecedented abuse of power. Minister Lecce and the Ford government have criminalized fundamental freedoms under the Charter. They are forcing an unfair contract on the lowest-paid workers in the education system, many of whom are women workers and workers of colour.

"Post-secondary students across this province have first-hand experience with the regressive tactics of this provincial government and what it looks like when this government violates our right to organize through anti-democratic legislation. We stand with education workers and call on the provincial government to immediately stop the attacks!"

Mitra Yakubi, Chairperson, Canadian Federation of Students - Ontario.

OSBCU members earn \$39,000 per year on average, and of their 55,000 members, 51% must work another job to make ends meet, and 1/3 rely on food banks. They have seen an 11% actual wage cut in the last decade, and an unbelievable 91% face financial hardship today. The Ford government's forced low-pay contract will disproportionately affect women, who represent 70% of the CUPE-OSBCU workforce. Women at CUPE-OSBCU are more likely to be employed in positions with lower annual income and impacted by temporary layoffs during school breaks than men. At a time of an over \$1 billion provincial budget surplus, the imposed compensation results in a mere \$200 in the pockets of workers earning on average \$39,000.

The government is portraying this anti-labour legislation as being pro-education. However, this is a deceptive tactic by the Ford government to stop education workers in Ontario from effectively advocating for vital improvements in public education. While framed as prioritizing students and classrooms, the Ford government has exercised negligence towards students, workers, and public educational institutions by failing to reduce class sizes and introducing more wage cuts. The understaffing and burnout faced by education workers will only become more widespread and will have lasting impacts on students, workers, and communities. The provincial government has gone to extreme lengths to attack the basic rights of education workers, and since 2018, they have cut funding for schools by \$800 per student.

The Ford government has a history of being anti-democratic and has consistently infringed on the rights of students, workers, and educators. Post-secondary students are familiar with these tactics. His government attempted to bypass the democratic rights of students by introducing the Student Choice Initiative (SCI). This so-called initiative resulted in student unions and groups losing their democratically voted funding. The Federation and its allies took the government to court and won the Divisional Court

and Court of Appeal rulings unanimously. Although the policy was deemed unlawful and reverted, there was irreversible damage to many student groups. We continue to demand that the democratic rights of all unions be respected and stand with education workers as they fight back against the Ford government's harmful legislation.

The Federation represents 350,000 post-secondary education students across the province, and we stand in solidarity with CUPE-OSBCU's education workers as they advocate for necessary improvements in public education. The Federation recognizes that the Ford government's attack on the rights of education workers is an attack on the rights of all people across the province. It is not a crime to fight for good jobs, decent wages, or better schools, and we call on the provincial government to immediately stop the attacks on education workers and to bargain in good faith.

Le 1^{er} novembre 2022

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario (FCEE–O) condamne la décision scandaleuse du gouvernement provincial de légiférer sur le retour au travail des travailleuses et travailleurs de l'éducation, ce qui viole leur droit d'association. Il s'agit d'une attaque contre non seulement les libertés et les droits du travail, mais aussi l'ensemble des droits et libertés inscrits dans la Charte. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario est solidaire du SCFP – Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) et de ses 55 000 membres.

La Fédération condamne fermement les tactiques antidémocratiques enchâssées dans la *Loi visant à garder les élèves en classe* du gouvernement Ford, car cette loi viole le droit des travailleuses et travailleurs, garanti par la Charte, de négocier librement une entente équitable. L'utilisation continue par le gouvernement Ford de la « clause nonobstant » pour s'attaquer aux droits constitutionnels des Ontariens constitue un abus de pouvoir sans précédent. Le ministre Lecce et le gouvernement Ford ont criminalisé des libertés fondamentales garanties par la Charte. Ils imposent un contrat injuste aux travailleuses et travailleurs les moins bien payés du système éducatif, dont beaucoup sont des femmes et des travailleuses et travailleurs de couleur.

« Des étudiantes et étudiants postsecondaires aux quatre coins de cette province ont une expérience directe des tactiques régressives de ce gouvernement provincial et de ce à quoi cela ressemble lorsque ce gouvernement viole notre droit d'association par l'adoption de lois antidémocratiques. Nous sommes solidaires des travailleuses et travailleurs de l'éducation et demandons au gouvernement provincial de mettre immédiatement fin aux attaques! »
– Mitra Yakubi, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario

Les membres du CSCSO gagnent en moyenne 39 000 \$ par année et 51 % de ses 55 000 membres doivent occuper un autre emploi pour survivre, tandis qu'un tiers des membres ont recours à des banques alimentaires. Ces membres ont subi une baisse réelle de salaire de 11 % au cours de la dernière décennie et – fait incroyable – 91 % d'entre eux éprouvent des difficultés financières. Le contrat imposé par le gouvernement Ford prévoit de faibles salaires et touchera de manière disproportionnée les femmes, qui forment 70 % de la main-d'œuvre représentée par le SCFP–CSCSO. Les femmes représentées par le SCFP–CSCSO sont plus susceptibles que les hommes d'occuper des postes à faible revenu annuel et d'être touchées par des mises à pied temporaires pendant les vacances scolaires. À une époque où le budget provincial affiche un excédent de plus d'un milliard de dollars, cette rémunération imposée se traduit par un maigre 200 \$ de plus dans les poches de ces travailleuses et travailleurs qui gagnent en moyenne 39 000 \$ par année.

Le gouvernement présente cette loi antisyndicale comme étant en faveur de l'éducation. Cependant, il s'agit d'une tactique trompeuse du gouvernement Ford pour empêcher les travailleuses et travailleurs de l'éducation de l'Ontario de plaider efficacement pour des améliorations vitales de l'éducation publique. Bien qu'il se présente comme un gouvernement qui accorde aux étudiantes et étudiants ainsi qu'aux salles de classe, le gouvernement Ford a fait preuve de négligence à l'égard des étudiantes et étudiants, des travailleuses et travailleurs ainsi que des établissements d'enseignement publics en ne réduisant pas la taille des classes et en introduisant de nouvelles réductions de salaire. Le manque de personnel et

1/2

l'épuisement professionnel auxquels sont confrontés les travailleuses et travailleurs de l'éducation ne feront que se généraliser et auront des répercussions durables sur les étudiantes et étudiants, les travailleuses et travailleurs ainsi que les communautés. Le gouvernement provincial s'est donné beaucoup de mal pour s'attaquer aux droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs de l'éducation et, depuis 2018, il a réduit le financement des écoles de 800 \$ par étudiant-e.

Le gouvernement Ford a toujours été antidémocratique et a continuellement enfreint les droits des étudiantes et étudiants, des travailleuses et travailleurs ainsi que des éducatrices et éducateurs. Les étudiantes et étudiants postsecondaires connaissent bien ces tactiques. Le gouvernement Ford a tenté de contourner les droits démocratiques des étudiantes et étudiants en introduisant la mesure en faveur de la liberté de choix chez les étudiantes et étudiants. Cette prétendue mesure a eu pour conséquence que des syndicats et groupes étudiants ont perdu leur financement voté démocratiquement. La Fédération et ses alliés ont poursuivi le gouvernement en justice et ont remporté des décisions rendues à l'unanimité par la Cour divisionnaire et la Cour d'appel. Bien que la politique ait été jugée illégale et annulée, des dommages irréversibles ont été causés à de nombreux groupes étudiants. Nous continuons à exiger que les droits démocratiques de tous les syndicats soient respectés et nous nous tenons aux côtés des travailleuses et travailleurs de l'éducation dans leur lutte contre la législation néfaste du gouvernement Ford.

La Fédération représente 350 000 étudiantes et étudiants postsecondaires dans l'ensemble de la province, et nous sommes solidaires des travailleuses et travailleurs de l'éducation représentés par le SCFP–CSCSO qui plaident pour des améliorations nécessaires à l'éducation publique. La Fédération reconnaît que l'attaque du gouvernement Ford contre les droits des travailleuses et travailleurs de l'éducation est une attaque contre les droits de toutes les personnes qui habitent la province. Ce n'est pas un crime de lutter pour de bons emplois, des salaires décents ou de meilleures écoles, et nous demandons donc au gouvernement provincial de mettre immédiatement fin aux attaques contre les travailleuses et travailleurs de l'éducation et de négocier de bonne foi.